

LE SOCIALISME

DOCUMENT

Report des élections palestiniennes : Causes et répercussions

<https://carnegieendowment.org/sada/84509>

Le 11 mai 2021

La décision du président Mahmoud Abbas de reporter les élections législatives du 22 mai a été dénoncée par certains Palestiniens comme une "*usurpation de pouvoir*" et un "*crime constitutionnel*".

Au cours des dernières semaines, l'équipe politique du président Mahmoud Abbas a indiqué que les élections législatives prévues pour le 22 mai pourraient être reportées. L'annonce officielle a été faite le 29 avril, après que des rapports internes aient indiqué que le mouvement Fatah, dirigé par Abbas, serait confronté à une défaite certaine en raison de sa fragmentation. Le mouvement reste divisé en trois factions : La "*Tempête*" de Mahmoud Abbas, la "*Liberté*" de Marwan Al Barghouti et le "*Futur*" de Mohammed Dahlan. Al Barghouti et Dahlan sont tous deux de redoutables opposants à Abbas et sont impatients de défier le président sortant lors du cycle électoral tant attendu.

Politique palestinienne

L'équipe d'Abbas a constamment cherché à convaincre Barghouti, un militant de longue date du Fatah actuellement emprisonné par Israël, de mettre un terme à sa campagne présidentielle.¹ Dans le cercle rapproché d'Abbas, on croit fermement que Barghouti pourrait recevoir une part importante des votes au détriment d'Abbas. Hussein al-Sheikh et Mahmoud al-Alouli, membres du comité central du Fatah, ont rendu visite à Barghouti en prison, mais n'ont pas réussi à le dissuader de se lancer dans la course à la présidence. Le refus de Barghouti de mettre fin à sa campagne a augmenté le risque de retarder les élections, compte tenu de sa popularité au sein des factions du Fatah.

Compte tenu de la fragmentation du mouvement Fatah, le Hamas détient un net avantage dans les élections législatives potentielles, comme le montrent les sondages d'opinion qui indiquent une victoire écrasante probable. Le report par Abbas des élections de mai 2021 s'explique par la crainte de voir se répéter la débâcle des élections de 2006, lorsque le Hamas avait remporté 76 des 132 sièges du Conseil législatif. Avant ce cycle électoral, le Hamas s'est préparé en unifiant ses factions, en soutenant des candidats ayant une formation scientifique et universitaire reconnue et en laissant entrevoir la possibilité d'alliances électorales avec d'autres partis.

Le Hamas aurait "*entrepris des efforts acharnés pour dissuader Abbas de reporter les élections, après avoir appris ses intentions il y a quelques semaines*".² Les tentatives répétées

d'influencer l'équipe d'Abbas ayant échoué, les rangs organisationnels et les bases électorales du Hamas ont été *"très déçus"* par la décision.³ Bien que le report des élections ne signifie pas nécessairement la fin de la démocratie palestinienne, la direction du Hamas est *"totalement convaincue qu'Abbas n'est pas sérieux dans ses intentions d'organiser des élections à l'avenir, ce qui pose plusieurs défis dans la période à venir"*.⁴

Interventionnisme régional

Outre les divisions internes, les voisins arabes régionaux sont intervenus dans les affaires politiques palestiniennes et ont contribué au report des élections. Les chefs des services de renseignement égyptien et jordanien, Abbas Kamel et Ahmad Hosni, se sont rendus au siège de l'Autorité palestinienne pour rencontrer Abbas à la mi-janvier. Les deux responsables espéraient dissuader Abbas de procéder à des élections, craignant une victoire certaine du Hamas, qui aurait des répercussions sur la politique intérieure de leurs pays. L'Égypte se méfie d'une victoire du Hamas, étant donné qu'elle pourrait apporter un soutien moral légitimant aux Frères musulmans. Par ailleurs, alors que la Jordanie sort d'une crise de sécurité interne liée à une tentative de coup d'État contre le roi, toute victoire du Hamas en Palestine - en particulier en Cisjordanie - pourrait accroître l'instabilité étant donné les relations ténues du roi avec le Hamas.

L'Égypte et la Jordanie sont déjà intervenues dans la politique interne du Fatah, dans l'espoir de promouvoir la réconciliation entre Abbas et Mohammad Dahlan, l'ancien chef du Fatah à Gaza. Dahlan bénéficie depuis longtemps d'un soutien régional, notamment de la part du Caire et d'Abou Dhabi, mais leurs tentatives de consolider son leadership dans l'arène politique palestinienne depuis 2011 ont été largement infructueuses. Abbas a non seulement expulsé Dahlan du mouvement Fatah en 2011, mais suite aux efforts infructueux du Caire et d'Amman pour faciliter une réconciliation, Abbas a opposé son veto à tout effort visant à réintégrer Dahlan dans le mouvement.

Parallèlement, Israël s'oppose fermement à toute victoire potentielle du Hamas aux élections palestiniennes. En mars, le gouvernement israélien a dépêché Nadav Argaman, chef du service de sécurité Shin Bet, pour rencontrer Abbas dans son quartier général à Ramallah. Au vu des données prédisant une énorme victoire du Hamas et une défaite retentissante du Fatah, Israël a fait un dernier effort pour persuader Abbas de faire marche arrière sur la question des élections. Pour Israël, une victoire du Hamas serait un *"cauchemar"*, en particulier en Cisjordanie. En cas de retour du mouvement Hamas, Israël craint une résurgence des opérations armées contre l'armée et les colons dans les territoires palestiniens occupés. Avec la coopération de l'Autorité palestinienne (AP), Israël a vigoureusement cherché à éliminer l'infrastructure du Hamas en Cisjordanie par des campagnes d'arrestations continues.

En outre, Israël a menacé plus d'une fois l'AP que toute victoire du Hamas aux prochaines élections entraînerait un boycott israélien complet de l'AP, l'arrêt des transferts de fonds et le gel de la coordination en matière de sécurité. Les liens sécuritaires et financiers profonds de l'AP avec Israël ont fait de cette menace un avertissement brutal pour les dirigeants de l'organisation.

L'excuse de Jérusalem

Détournant l'attention des interventions régionales et des ruptures internes, Abbas a déclaré qu'il reporterait les élections en raison du refus d'Israël d'autoriser leur tenue à Jérusalem-Est. Les Palestiniens ont massivement dénoncé la décision d'Abbas. Les électeurs soutiennent qu'il existe d'autres options pour organiser des élections en temps voulu, sans les reporter complètement, et que le report n'est qu'une excuse pour prolonger le maintien au pouvoir d'Abbas. En outre, Israël a déclaré qu'il n'avait jamais notifié à l'Autorité palestinienne son refus d'organiser des élections à Jérusalem. L'Union européenne, médiateur dans ce conflit électoral, a également rejeté la logique de report d'Abbas sur la même base. Sur le plan de la procédure, les représentants du Comité central palestinien des élections auraient été informés de l'existence d'autres sites électoraux à Jérusalem-Est.⁵ Les options auraient inclus des bureaux de vote dans les installations des Nations Unies ou les ambassades européennes à Jérusalem, ou la facilitation du vote électronique pour les électeurs jérusalémites.⁶ Mais malgré l'éventail d'options visant à encourager la tenue d'élections en temps voulu, l'Autorité palestinienne - sous la direction d'Abbas - a rejeté toutes les offres.⁷

Entre-temps, le Hamas et d'autres factions palestiniennes ont exprimé à plusieurs reprises leur volonté de consulter l'Autorité palestinienne afin de garantir que les habitants de Jérusalem puissent exercer leur droit constitutionnel aux élections. Avant la décision de report, le Hamas et d'autres factions palestiniennes avaient appelé l'Autorité palestinienne à faire de la question des élections à Jérusalem une bataille politique avec Israël, afin d'attirer l'attention de la communauté internationale, tout en restant unis dans leur engagement à garantir le succès des élections.

Suite au report unilatéral des élections par Abbas, la manière de reprendre le processus électoral n'est pas claire. Immédiatement après l'annonce, l'arène politique palestinienne a connu de nouveaux affrontements et de nouvelles tensions. De nombreux Palestiniens ont rejeté catégoriquement la décision, accusant Abbas d'exclure d'autres factions. Dans le même temps, plusieurs capitales régionales, en particulier Le Caire et Amman, ont salué le report, bien qu'Abu Dhabi ait été frustré par la décision de report étant donné les intérêts émiratis dans la création d'un point d'appui politique pour Dahlan. Israël s'est également félicité du report des élections, même s'il craint que cela ne pose des problèmes de sécurité si le Hamas réagit en intensifiant ses attaques armées en Cisjordanie ou en tirant des roquettes à partir de Gaza.

La décision de reporter les élections législatives est un tremblement de terre dans l'arène palestinienne qui ne manquera pas de provoquer des répliques. D'ores et déjà, le Fatah et le Hamas s'accusent mutuellement de provoquer intentionnellement des divisions. Et le report augmente la possibilité que l'AP ait recours à des mesures unilatérales - comme la formation d'un nouveau gouvernement sans la participation du Hamas - et mette ainsi fin à toute perspective de réconciliation entre les deux parties.

Adnan Abu Amer est directeur du département de sciences politiques de l'Université de l'Oumma à Gaza, et écrivain et chercheur dans des centres de recherche arabes. Il est titulaire d'un doctorat en histoire politique de l'université de Damas. Suivez-le sur Twitter à @AdnanAbuAmer2.

Notes

1 Entretien de l'auteur avec un membre de l'équipe d'Abbas,

2 Entretien de l'auteur avec un membre du parti Hamas, Jérusalem est notre date, 1er mai 2021.

3 Ibid.

4 Ibid.

5 Entretien avec un fonctionnaire de la CEC, 1er mai 2021.

6 Ibid.

7 Ibid.